Insee flash
CHAMPAGNE-ARDENNE

Insee
Mesurer pour comprendre
Champagne-Ardenne

n° 181 - juin 2014

La croissance économique depuis 20 ans en Champagne-Ardenne

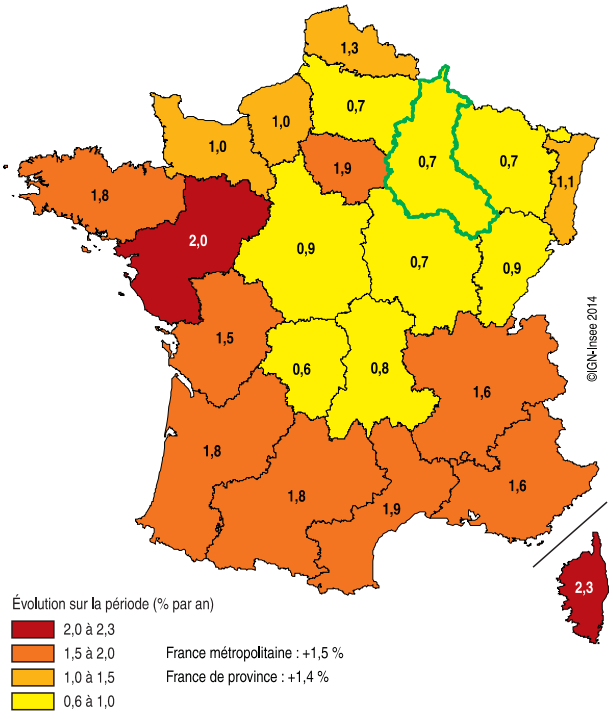
Industrie et agriculture : une forte influence sur la croissance

En Champagne-Ardenne, depuis le début des années 90, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 0,7 % par an, un rythme deux fois plus faible qu'en France métropolitaine (+1,5 %). L'importance des activités industrielles et agricoles dans l'économie régionale, près du double du niveau national en 2011, pèse sur la croissance. En France, la croissance de ces vingt dernières années est interrompue par les récessions de 1993 et 2008-2009. Les périodes de crise ou d'infléchissement sont beaucoup plus marquées dans la région qu'en France. Les écarts sont moindres en période d'expansion économique, où la productivité apparente du travail évolue plus favorablement qu'au niveau national. Plus sensible aux retournements conjoncturels, l'évolution du PIB champardennais est également plus volatile en raison du poids des activités agricoles et agroalimentaires, dont la production peut fluctuer fortement d'une année sur l'autre.

La Champagne-Ardenne est structurellement une région industrielle et agricole. Elle est la 4ème région industrielle et demeure très spécialisée dans la métallurgie et dépendante de l'industrie automobile. L'industrie manufacturière hors industries agroalimentaires (IAA), représente 10,6 % de la valeur ajoutée totale en 2011, soit 2,1 points de plus qu'en France métropolitaine et 0,6 point de plus qu'en France de province. Elle est aussi la 1ère région agricole : l'agriculture, fortement orientée vers les productions végétales dont la vigne, représente 10,6 % de l'activité économique régionale, plus de quatre fois son poids au niveau national. Les industries agroalimentaires, portées par la filière du champagne, sont également plus développées (4,5 % contre 2,3 % en France métropolitaine et 1,8 % en France de province). L'énergie, autre acti-

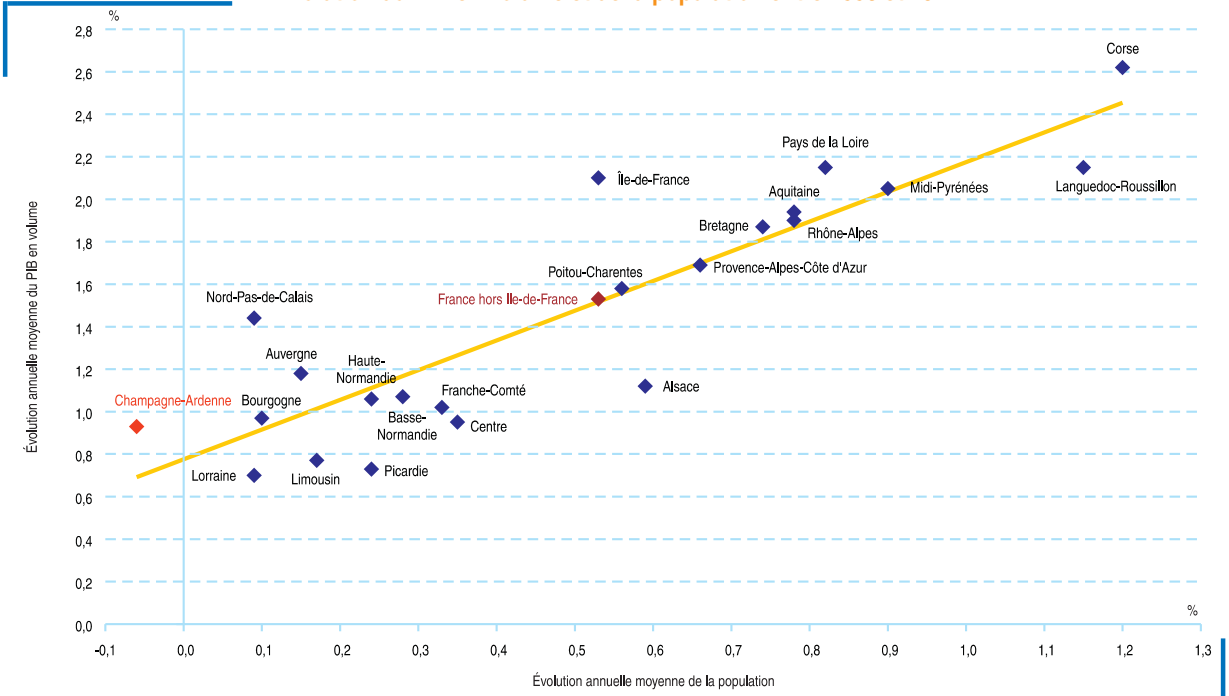
www.insee.fr

Taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut (PIB) en volume entre 1990 et 2011



Source : Insee, comptes régionaux base 2005

Évolution du PIB en volume et de la population entre 1993 et 2011



Sources : comptes régionaux base 2005, recensements de la population

vité plus présente, place la Champagne-Ardenne, avec 2,9 %, au 5ème rang des régions métropolitaines.

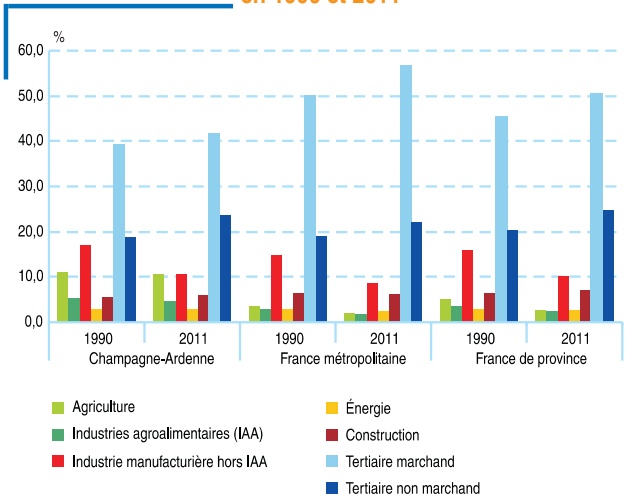
Entre 1990 et 2011, le produit intérieur brut (PIB) mesuré en volume, c'est-à-dire en excluant les évolutions de prix, a augmenté en moyenne de 0,7 % par an en Champagne-Ardenne. Sur la même période, la croissance annuelle moyenne au niveau national a été deux fois plus forte, de +1,5 % en France métropolitaine et de +1,4 % en France de province. La Champagne-Ardenne se situe au 19ème rang des régions en termes de croissance du PIB, au sein d'un groupe de régions du centre et du quart nord-est de la France. Malgré une croissance économique moins dynamique, le PIB par habitant en Champagne-Ardenne, qui s'établit à 27 520 euros en 2011, est le 5ème plus élevé des régions de France.

Orientation industrielle et démographie ralentie pèsent sur la croissance

Depuis vingt ans, la croissance de la région est en moyenne moins dynamique qu'en France métropolitaine. Cette situation est similaire à celles des régions situées dans le quart nord-est du pays (Lorraine, Picardie, Alsace), au centre (Centre, Limousin, Auvergne) et au centre-est (Bourgogne, Franche-Comté), voire à l'ouest (Basse-Normandie). Le tissu productif, davantage orienté vers l'industrie ou l'agriculture, est un des éléments d'explication de cette moindre croissance. Néanmoins, le facteur principal tient à la dynamique propre de ces régions. Leur croissance pâtit d'abord d'une démographie moins favorable. Elle souffre également d'une moindre interaction entre acteurs économiques, de marchés moins vastes, d'une demande adressée aux entreprises plus contenue, et, pour certaines, de l'absence de métropole privant l'économie d'un vecteur d'entraînement.

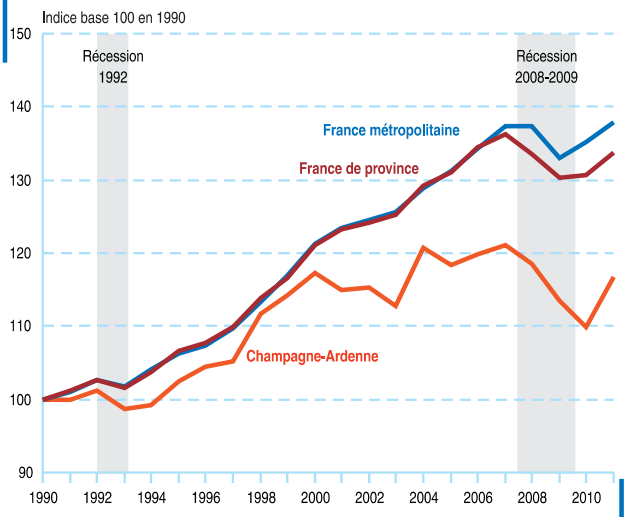
En vingt ans, la structure de l'économie champardennaise, comme celle du territoire national, s'est transformée. La part des activités industrielles dans la valeur ajoutée totale baisse au profit de celle des services marchands, notamment des services aux entreprises (activités spécialisées, scientifiques et techniques ; activités de services administratifs et de soutien). Ce phénomène d'externalisation de certaines activités de services a néanmoins été moins important et plus tardif en Champagne-Ardenne qu'en France métropolitaine. La part de l'industrie manufacturière hors IAA est passée de 17,0 % en 1990 à 10,6 % en 2011, alors qu'en France métropolitaine, elle est passée de 14,9 % à 8,6 %. La part des IAA a peu diminué (de 5,3 % en 1990 à 4,6 % en 2011), celle de l'énergie est pratiquement restée stable et celle de l'agriculture a à peine fléchi. Globalement, la part combinée de l'agriculture et de l'industrie dans la valeur ajoutée totale était, en 1990, supérieure de 11,8 points à celle de France métropolitaine et de 8,8 points à celle de France de province ; en 2011, elle les dépasse respectivement de 13,9 points et de 10,9 points. Les spécialisations industrielles et agricoles ont contribué ainsi fortement aux évolutions de la croissance régionale à moyen terme et aux fluctuations de court terme, davantage qu'au niveau national.

Répartition de la valeur ajoutée en valeur par activité en 1990 et 2011



Lecture : en 2011, la part de l'industrie manufacturière hors IAA dans la valeur ajoutée totale est de 10,6 % en Champagne-Ardenne et de 8,6 % en France métropolitaine.
Source : Insee, comptes régionaux base 2005

Évolution du Produit intérieur brut (PIB) en volume entre 1990 et 2011



Sources : Insee, comptes régionaux base 2005, estimations d'emploi localisées

La région, très sensible aux chocs économiques

Entre 1990 et 2011, l'activité économique en Champagne-Ardenne présente de fortes fluctuations, reflet des cycles conjoncturels nationaux, marquées notamment par deux périodes de récession économique. La crise de 1993 avait pour origine des incertitudes sur les taux de change en Europe et était associée à une récession en Allemagne. D'origine financière, la grande récession de 2008-2009, la plus forte depuis l'après-guerre, a eu des conséquences multiples d'ordre économique et social. Ces épisodes récessifs ont été plus prononcés en Champagne-Ardenne, voire plus longs. La baisse du PIB a été nettement plus forte qu'en France métropolitaine et qu'en France de province en 1993 (-2,4 % contre respectivement -0,7 % et -1,1 %). La région a subi trois années de récession de 2008 à 2010 (-3,2 % par an en moyenne sur les trois années) pour seulement deux années, 2008 et 2009, au niveau national (-1,6 % par an en France métropolitaine et -2,1 % par an en France de province sur les deux années). En particulier, la région est celle qui a connu la plus forte baisse de PIB entre 2008 et 2010. La croissance n'a redémarré qu'en 2011 et, bien que dynamique (+6,2 %), elle n'a pas permis de retrouver, cette année-là, le niveau de PIB d'avant crise.

Au sein de l'industrie manufacturière hors IAA, la branche automobile a été particulièrement touchée par la crise de 2008-2009. Ces difficultés se sont répercutées fortement sur la Champagne-Ardenne, très spécialisée dans la métallurgie, activité comptabilisée dans la « fabrication d'autres produits industriels » (9,0 % de la valeur ajoutée régionale en 2011 contre 6,2 % en France métropolitaine et 7,4 % en France de province). La région compte, à côté de quelques établissements dépendant directement de grands groupes automobiles tels que Peugeot Citroën Automobile SA, de nombreuses PME indépendantes, relevant de la sous-traitance automobile, notamment dans les Ardennes. En Champagne-Ardenne, la valeur ajoutée de la branche « fabrication d'autres produits industriels » a ainsi chuté de 3,1 % par an en moyenne en 2008-2009. Celle de l'industrie manufacturière hors IAA a diminué de 6,0 % par an, contre 5,7 % en France métropolitaine.

Entre ces deux périodes de récession, les années d'expansion ne sont elles-mêmes pas entièrement uniformes. Au cours des années 2000, l'éclatement de la « bulle internet », a entraîné un ralentissement de la croissance en France métropolitaine. En Champagne-Ardenne, il s'ensuit une récession : le PIB a diminué de 1,3 % par an de 2001 à 2003, alors qu'il a continué de progresser en France métropolitaine (+1,2 %) et en France de province (+1,1 %).

Des écarts moindres en période d'expansion économique

Les écarts d'évolution du PIB entre la région et le niveau national sont moindres durant les périodes d'expansion économique, de 1990 à 1992, 1994 à 2000 et 2004 à 2007. Sur ces deux dernières périodes, la productivité apparente du travail, définie comme le rapport entre le PIB et le nombre d'emplois,

Taux de croissance annuel moyen du PIB, de la population et de l'emploi entre 1990 et 2011

unité : %		Croissance économique 1990-1992	Récession 1993	Croissance économique 1994-2007	*dont période 1994-2000*	*dont inflexion de croissance 2001-2003*	*dont période 2004-2007*	Récession 2008-2009 (*)	Reprise 2010-2011 (*)	Ensemble 1990-2011
Champagne-Ardenne	PIB en volume	+0,6	-2,4	+1,5	+1,9	-1,3	+1,8	-3,2	+6,2	**+0,7**
	Population	+0,0	+0,1	-0,1	-0,1	-0,0	-0,0	-0,1	-0,0	**-0,0**
	Emploi au lieu de travail	-0,8	-1,4	+0,3	+0,2	+0,2	-0,1	-0,7	-0,2	**-0,1**
	Productivité apparente du travail	+1,4	-1,1	+1,2	+1,6	-1,6	+1,9	-2,5	+6,4	**+0,8**
France métropolitaine	PIB en volume	+1,3	-0,7	+2,2	+2,1	+1,2	+2,3	-1,6	+1,9	**+1,5**
	Population	+0,5	+0,4	+0,5	+0,4	+0,7	+0,7	+0,5	+0,5	**+0,5**
	Emploi au lieu de travail	-0,2	-1,0	+1,0	+0,9	+1,0	+0,8	-0,1	+0,1	**+0,6**
	Productivité apparente du travail	+1,5	+0,3	+1,1	+1,2	+0,2	+1,5	-1,5	+1,7	**+0,9**
France de province	PIB en volume	+1,3	-1,1	+2,1	+2,1	+1,1	+2,1	-2,2	+1,2	**+1,4**
	Population	+0,5	+0,4	+0,5	+0,4	+0,7	+0,7	+0,5	+0,5	**+0,5**
	Emploi au lieu de travail	-0,2	-0,8	+1,1	+1,0	+1,1	+0,7	-0,2	+0,1	**+0,6**
	Productivité apparente du travail	+1,5	-0,2	+1,0	+1,1	+0,0	+1,4	-2,0	+1,1	**+0,7**

(*) la période de récession correspond aux années 2008 à 2010 pour la Champagne-Ardenne ; la reprise correspond à lannée 2011.
Source : Insee, comptes régionaux base 2005

progresse plus vite dans la région : les gains de productivité s'élèvent à +1,6 % en moyenne par an entre 1994 et 2000, contre +1,2 % en France métropolitaine et +1,1 % en France de province, et à +1,9 % en moyenne par an entre 2004 et 2007, contre +1,5 % en France métropolitaine et +1,4 % en France de province.

Durant les années 2004-2007, les gains de productivité liés à l'innovation et au progrès technique, à la constitution de clusters et de pôles de compétence, à l'externalisation des activités tertiaires de l'industrie vers les services et à l'essor de l'utilisation du travail intérimaire ont été particulièrement élevés dans une région fortement industrialisée comme la Champagne-Ardenne. La productivité apparente du travail dans l'industrie a progressé près de deux fois plus vite que celle de l'ensemble de l'économie régionale de 2004 à 2007.

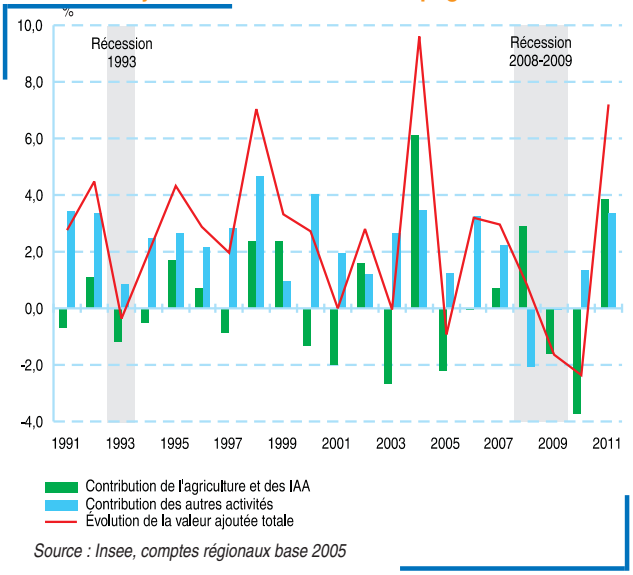
En particulier, en Haute-Marne, la diversification de l'industrie métallurgique dans de nombreuses activités confère à ce département une dynamique propre, contrairement, par exemple, à la métallurgie ardennaise, plus fragile car plus exclusivement liée au marché automobile. Une vingtaine d'établissements de coutellerie et outillage se sont ainsi spécialisés dans l'instrumentation chirurgicale, tels les Ets Maurice Marle. D'autres établissements de forge et d'estampage ont trouvé de nouveaux débouchés dans la fabrication d'implants orthopédiques, notamment la Société Nouvelle d'Organes Mécaniques. Des industriels haut-marnais se sont ainsi associés à partir du début des années 2000 en cluster : Nogentech, labellisé Système productif localisé (SPL) et Pôle d'excellence rurale. L'objectif était de favoriser l'émergence de projets technologiques innovants destinés à l'automobile, l'aéronautique ou le matériel médical et de faciliter la mise en relation des entreprises sous-traitantes avec les donneurs d'ordre.

Dans la zone de Vitry-le-François - Saint-Dizier, les établissements des groupes Salzgitter-Mannesmann-Précision-Étirage, Arcelor-Tubular-Products-Hautmont, Saint Gobain PAM et Ferry Capitain opèrent dans un grand nombre de secteurs : mécanique, aéronautique, automobile, BTP et énergie. Pour exploiter de nouvelles opportunités de marchés dans le secteur de l'énergie, ces industriels se sont également associés en groupement, Energic ST 52-55, reconnu pôle de compétence en 2007.

L'agriculture et les industries agroalimentaires, facteurs de volatilité

Le poids important des activités agricoles et des industries agroalimentaires de la région contribuent fortement à la volatilité de sa croissance économique annuelle. La mise en place

Contribution de l'agriculture et des industries agroalimentaires à l'évolution annuelle de la valeur ajoutée en volume en Champagne-Ardenne



Source : Insee, comptes régionaux base 2005

de la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) de 1992 a ainsi entraîné une baisse du niveau global de la production agricole en 1993. L'année agricole 2001 a cumulé des conditions climatiques défavorables aux cultures, et dans le domaine des productions animales, la crise bovine et l'épizootie de fièvre aphteuse. L'année 2003 et ses périodes de fortes températures et, dans une moindre mesure l'année 2005 à faible pluviométrie ont été marquées par la sécheresse, ce qui a limité la production. Ces phénomènes, qui concernaient l'ensemble du territoire national, se sont répercutés avec davantage d'ampleur sur l'économie régionale. En 2010, la baisse des rendements des grandes cultures et la mise en place par l'interprofession d'outils de régulation économique dans la viticulture ont prolongé la récession de 2008-2009 d'un an. À l'inverse, en 2008, la bonne dynamique du secteur de la viticulture a atténué les difficultés rencontrées au début de la crise économique. En 2011, la forte augmentation de la production de champagne, qui s'élève à 2,8 millions d'hectolitres, soit 22 % de plus qu'en 2010, a soutenu la croissance des activités agricoles et agroalimentaires et a contribué à la forte croissance régionale (+6,2 %).■

Anh Van Lu

>> Définitions

Le produit intérieur brut (PIB) est le principal agrégat mesurant l'activité économique. Il correspond à la somme des valeurs ajoutées créées une année par les différentes branches d'activité, augmentée des impôts sur les produits et diminuée des subventions sur ceux-ci. Les PIB régionaux résultent d'une répartition du PIB national, selon la région de production de la valeur ajoutée, tenant compte des masses salariales, de l'emploi et de la productivité du travail par branche.

Le PIB est dit « **en valeur** » ou « **à prix courants** » si ses différentes composantes sont évaluées aux prix de l'année en cours.

Le PIB est dit « **en volume** » ou « **à prix constants** » si les montants qui le constituent ont été évalués aux prix d'une année donnée choisie comme année de base.

La valeur ajoutée est la différence entre la valeur des biens et services produits par une entreprise ou une branche et celle des biens et services utilisés au cours du processus de production (appelés « consommations intermédiaires »). Bien que proches, les évolutions du PIB et celles de la valeur ajoutée peuvent donc différer, notamment en période de conjoncture économique défavorable au cours desquelles les impôts sur les produits diminués de subventions sur les produits sont susceptibles de varier plus sensiblement.

>> Les comptes régionaux base 2005

Les comptes régionaux sont publiés en base 2005, suite notamment à la prise en compte de la nouvelle nomenclature d'activités NAF « rév. 2 ». Ils ont été rétropolés jusqu'en 1990 en utilisant des tables de passage entre l'ancienne et la nouvelle nomenclature. Depuis 2008, l'estimation des valeurs ajoutées régionales des branches marchandes (hors agriculture) repose sur l'utilisation des fichiers sur les comptes des entreprises issus du dispositif Ésane (Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises) et du fichier Clap (Connaissance locale de l'appareil productif). Ce dernier permet d'opérer la régionalisation des comptes des entreprises en fonction de la masse salariale des établissements. La valeur ajoutée d'une entreprise est ainsi régionalisée au prorata de la masse salariale de chacun de ses établissements. Dans le cas des services non marchands (administration publique en particulier), la régionalisation est effectuée en fonction des seules rémunérations versées aux salariés de ces secteurs (à partir de la source Clap). La branche agriculture est régionalisée en utilisant directement les comptes élaborés par le ministère de l'Agriculture, Les valeurs ajoutées des établissements sont ensuite agrégées par secteur d'activité et par région. La structure des valeurs ajoutées régionales déterminée sur cette base est appliquée au PIB national pour l'estimation des PIB régionaux. La prise en compte de la source Ésane à partir de 2008 a pu introduire des ruptures de série, rendant délicate l'interprétation des évolutions entre 2007 et 2008.
Les comptes des départements d'outre-mer (DOM) sont établis directement par les services de l'Insee dans les DOM, de manière indépendante du calcul des comptes des régions métropolitaines. Ils sont ensuite soustraits des comptes nationaux France entière (métropole + DOM). On peut alors en déduire des agrégats au niveau de la France métropolitaine sur lesquels la méthode de régionalisation exposée précédemment est appliquée.
Les comptes nationaux (PIB au niveau France entière) ont été publiés le 15 mai dernier en base 2010, pour se conformer au nouveau règlement européen (SEC 2010). Toutefois, les PIB régionaux calés sur ces nouveaux agrégats nationaux, ne pourront être diffusés qu'au début de l'année 2015, compte tenu des délais nécessaires pour régionaliser ces agrégats. Les évolutions régionales qui font l'objet de la présente étude ne devraient, pour autant, pas être remises en cause par le passage à la base 2010.

>> Pour en savoir plus

« Croissance dans les régions : davantage de disparités depuis la crise » L.Brière et L.Clément, Insee première n°1501 - juin 2014
« Le PIB en Champagne-Ardenne - Lente reprise de la croissance en 2010 » P.Bouny, Insee Flash n°161 - octobre 2012
« La Champagne-Ardenne face à la crise - Agriculture et industrie : freins ou moteurs à la croissance ? » B. Jacquemot, Insee Flash n°117 - février 2010
« Évolution de l'emploi en Champagne-Ardenne - La restructuration industrielle induit de nouvelles formes d'emploi » P.Bouny, A-V. Lu, S.Rigollot, Insee Flash n°148 - juillet 2012

Insee, direction régionale de Champagne-Ardenne
10, rue Édouard Mignot - CS 10048 - 51721 Reims Cedex - Tél. : 03 26 48 66 60
Directrice de la publication : Laurence Bloch, directrice régionale de l'Insee
Chef du Service Études et Diffusion : Catherine Fischer
Rédaction en chef : David Bates
Secrétaire de fabrication : Hervé Bourgeois
Création de l'image visuelle : 5pointcom
© INSEE-2014 ISSN 1277-5649 - Dépôt légal 2014

Une version électronique de ce document est disponible sur : **www.insee.fr/champagne-ardenne** Rubrique : produits et services, publications